

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 08/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE

Route de Mèze
34560 Villeveyrac

Références : UD34/H2/2023/241
Code AIOT : 0018300518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE implanté Route de Mèze CD 5E BP 5 34560 Villeveyrac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE
- Route de Mèze CD 5E BP 5 34560 Villeveyrac
- Code AIOT : 0018300518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) exploitée par la CABT sur la commune de Villeveyrac est régulièrement autorisée au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le casier actuellement autorisé et exploité est situé au sud des casiers existants.

La durée d'exploitation de ce nouveau casier est de 27 ans à compter de la date d'accueil des

premiers déchets dans le casier, pour une capacité totale maximale de 535 000 tonnes et un tonnage maximal de 16 000 t/an jusqu'en 2025 puis de 14 000t/an jusqu'à la fin de la période d'exploitation.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Reprise de la réception des déchets sur l'ensemble du casier Sud

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance	AP Complémentaire du 04/08/2022, article 2	Sans objet
2	Rapport d'incident	AP Complémentaire du 04/08/2022, article 3	Sans objet
3	Gestion des équipements sinistrés	AP Complémentaire du 04/08/2022, article 4	Sans objet
4	Protection des eaux de drainages souterraines	AP Complémentaire du 04/08/2022, article 6	Sans objet
5	Reprise	AP Complémentaire du 04/08/2022, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2022 sont respectées ainsi l'exploitant peut réceptionner les déchets sur l'ensemble du casier Sud.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2022, article 2
Thème(s) : Autre, Surveillance
Prescription contrôlée : La zone exploitée doit être sous la surveillance d'une caméra thermique capable de détecter et d'alerter sans délai l'exploitant en cas de départ d'incendie. L'exploitant met en place des rondes toutes les 2 heures en heures ouvrées et hors heures ouvrées jusqu'à la transmission de justificatif attestant du bon fonctionnement de la détection incendie et du périmètre opérationnel.
Constats : L'inspection constate que la zone exploitée est sous la surveillance d'une caméra thermique. L'exploitant transmet par courrier du 18 octobre 2022 le rapport d'essai de la caméra thermique (test report n°DH 20 00 74) : pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2022, article 3
Thème(s) : Autre, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de fournir [...] en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement,

Constats : L'exploitant a transmis un rapport d'incident au mois de juin 2022 qu'il a complété dans sa note transmis par courrier du 18 octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des équipements sinistrés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2022, article 4
Thème(s) : Autre, Gestion des équipements sinistrés
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise les réparations et interventions suivantes sur les équipements sinistrés par l'incendie : <ul style="list-style-type: none"> • Réparation de la barrière active de façon à ce qu'elle assure le rôle défini à l'article 1.2.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2018-I-1073 du 28/09/2018. • Réparation du réseau de collecte du biogaz si celui-ci s'avère endommagé.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection par courrier du 18 octobre 2022, le rapport de conformité des travaux de reprise en flancs du casier Sud à la suite de l'incendie (Contrat EODD N°P07832) : Pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection des eaux de drainages souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2022, article 6
Thème(s) : Autre, Protection eaux de drainages souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires [...], pour protéger de toute infiltration de lixiviats, le réseau de collecte des eaux souterraines en flanc du casier Sud où la géomembrane a été endommagée.
Constats : L'exploitant a transmis par courrier du 18 octobre 2022, les dispositions prises pour mettre en sécurité le casier Sud.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Reprise

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2022, article 9
Thème(s) : Autre, Reprise activité sur l'ensemble du casier Sud
Prescription contrôlée : La reprise de la réception des déchets sur l'ensemble du casier Sud est subordonnée à la transmission par l'exploitant des éléments prescrits aux articles 2, 3, 4 et 6 du présent arrêté et à l'avis de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les éléments demandés à l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2022 pour pouvoir reprendre la réception des déchets sur l'ensemble du casier sud. Dans ces conditions, l'inspection donne un avis favorable pour la réception des déchets sur l'ensemble du casier sud. Lors de la visite l'inspection constate que l'exploitant réceptionne déjà les déchets sur l'ensemble

du casier sud.
Type de suites proposées : Sans suite